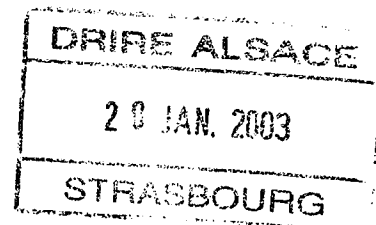


→ RUF  
Gnie PL



SE  
upv - DPA

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN



DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

*Bureau de l'Environnement*

**ARRETE PREFECTORAL**

du 16 JAN 2003

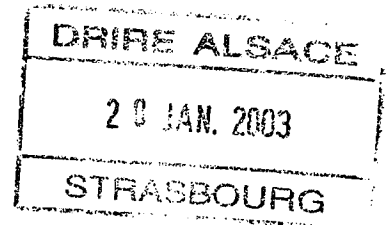
**fixant des prescriptions complémentaires à la société Établissements Charles MULLER à HAGUENAU  
au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18,
- VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1998 mettant la société Établissements Charles MULLER en demeure de régulariser ses installations situées Avenue du Professeur Leriche à HAGUENAU,
- VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 refusant l'autorisation d'exploiter en régularisation administrative, le chantier de récupération des métaux et la station de tri et de transit de déchets banals,
- VU le rapport OTE de mars 2002 relatif à l'Evaluation Simplifiée des Risques,
- VU la décision de la Mission Inter Services de l'Eau du Bas-Rhin, en date du 27 novembre 2000 relative à la méthodologie d'intervention et aux objectifs de dépollution à atteindre dans le cas de pollutions concernant les eaux souterraines, en application de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996,
- VU la consultation de la société Charles MULLER, le 2 septembre 2002, sur le projet de rapport de l'inspection des installations classées et sur la proposition de prescriptions en objet, restée sans suite à la date du 30 septembre 2002,
- VU le rapport du 30 septembre 2002 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 22 NOV 2002

**CONSIDÉRANT** l'activité de récupération de métaux, de transit et tri de déchets mise en œuvre sur le site à compter de 1959,

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN



DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

*Bureau de l'Environnement*

**ARRETE PREFECTORAL**

du 16 JAN 2003

**fixant des prescriptions complémentaires à la société Établissements Charles MULLER à HAGUENAU  
au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18,
- VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1998 mettant la société Établissements Charles MULLER en demeure de régulariser ses installations situées Avenue du Professeur Leriche à HAGUENAU,
- VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 refusant l'autorisation d'exploiter en régularisation administrative, le chantier de récupération des métaux et la station de tri et de transit de déchets banals,
- VU le rapport OTE de mars 2002 relatif à l'Evaluation Simplifiée des Risques,
- VU la décision de la Mission Inter Services de l'Eau du Bas-Rhin, en date du 27 novembre 2000 relative à la méthodologie d'intervention et aux objectifs de dépollution à atteindre dans le cas de pollutions concernant les eaux souterraines, en application de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996,
- VU la consultation de la société Charles MULLER, le 2 septembre 2002, sur le projet de rapport de l'inspection des installations classées et sur la proposition de prescriptions en objet, restée sans suite à la date du 30 septembre 2002,
- VU le rapport du 30 septembre 2002 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 22 NOV 2002

**CONSIDÉRANT** l'activité de récupération de métaux, de transit et tri de déchets mise en œuvre sur le site à compter de 1959,

**CONSIDÉRANT** les résultats de surveillance de la nappe, et notamment la concentration en hydrocarbures totaux, s'élevant à 110 µg/l, alors que la valeur de constat d'impact retenue par le ministère en charge de l'environnement s'établit à 10 µg/l,

**CONSIDÉRANT** les conclusions de l'Evaluation Simplifiée des Risques, recommandant la mise en place d'une surveillance du site,

**APRÈS** communication à la société Établissements Charles MULLER du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - CHAMP D'APPLICATION**

La société Établissements Charles MULLER, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse est 108, avenue du Professeur Leriche, 67500 HAGUENAU, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **Article 2 – SURVEILLANCE DE LA NAPPE**

Deux fois par an (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux), l'exploitant contrôle l'eau de la nappe à partir des piézomètres P<sub>z1</sub>, P<sub>z4</sub>, P<sub>z7</sub> et P<sub>z11</sub>. Les analyses portent sur les paramètres suivants : hydrocarbures totaux, manganèse, plomb et conductivité.

La première campagne de mesures portera, en outre, sur les paramètres suivants : AOX, BTEX, HAP et cuivre.

Les résultats sont adressés sans délai au BRGM à LINGOLSHEIM et à la DRIRE.

### **Article 3 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de HAGUENAU et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### **Article 4 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la société Établissements Charles MULLER.

## Article 5 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 6 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

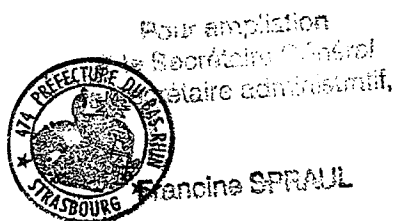
## Article 7 – EXECUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
  - le Sous-Préfet de HAGUENAU,
  - le Maire de HAGUENAU,
  - le Directeur départemental de la sécurité
  - les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Établissements Charles MULLER.

LE PRÉFET,

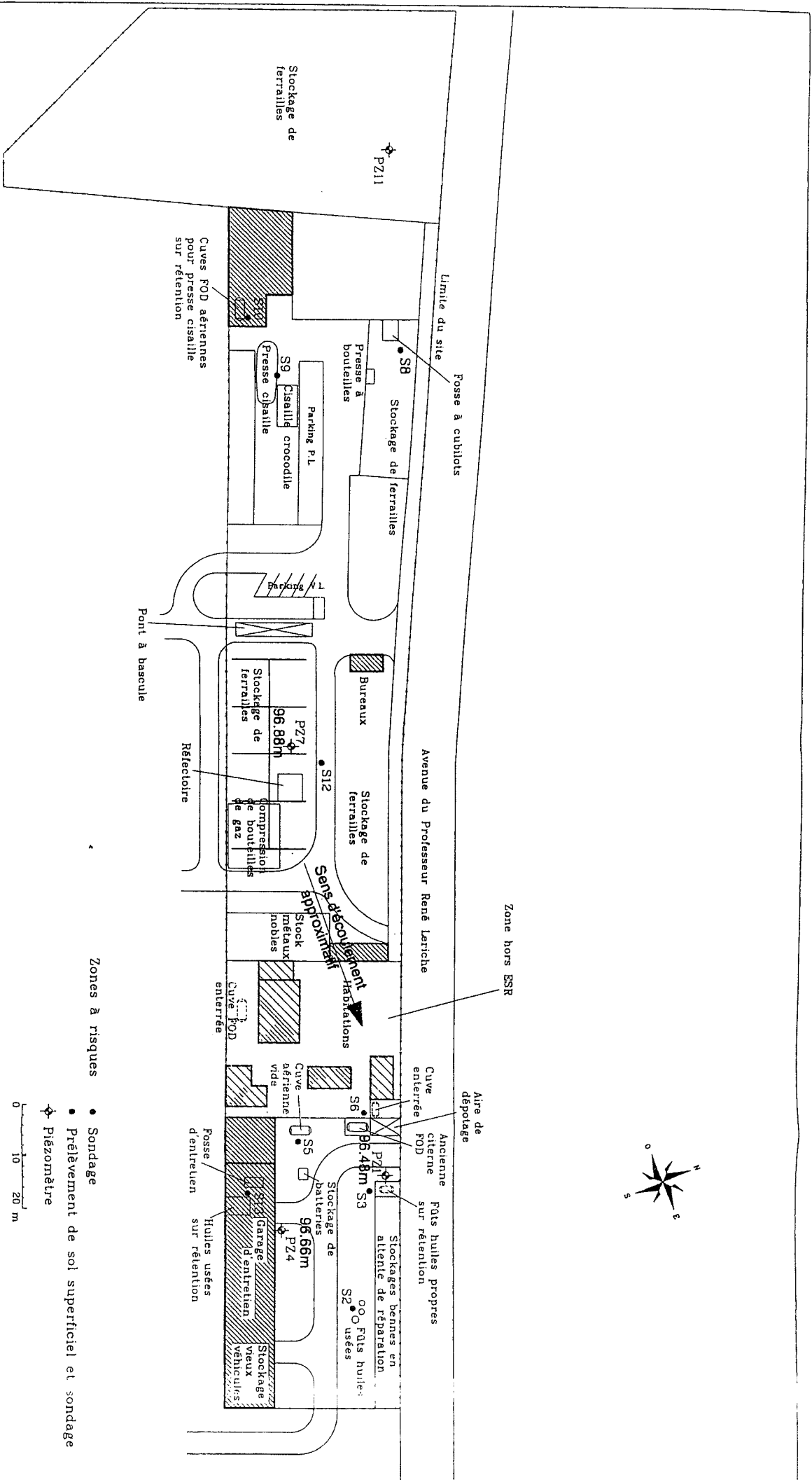
~~R Le Préfet~~  
~~Le Secrétaire Général~~

MICHEL LAFON



### Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).



- Sondage
- Prélèvement de sol superficiel et sondage
- ✦ Piézomètre

FIGURE 2

# **PREFECTURE DU BAS-RHIN**

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**

Bureau de l'environnement

☎03.88.21.67.68 - Poste 6233

---

## **AVIS**

### **PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES DANS UNE INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

---

PAR ARRETE PREFECTORAL DU 16 JAN 2003, IL EST PRESCRIT A LA  
SOCIETE CHARLES MULLER UNE SURVEILLANCE DES EAUX DE LA NAPPE POUR SES  
INSTALLATIONS DE HAGUENAU.

CET ARRETE EST DEPOSE A LA MAIRIE DE HAGUENAU, A LA SOUS-  
PREFECTURE DE HAGUENAU ET A LA PREFECTURE DU BAS-RHIN (BUREAU 136) OU IL  
PEUT ETRE CONSULTE PAR TOUTE PERSONNE INTERESSEE AUX HEURES  
HABITUELLES D'OUVERTURE AU PUBLIC (DE 8 H 45 A 11 H 30).

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
le secrétaire général,

  
Michel LAFON